

Unité départementale du Loiret  
5 avenue Buffon - CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 23/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations)**

Route de Bouzonville  
45300 Pithiviers

Références : VAT20240350  
Code AIOT : 0010008113

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations) implanté Route de Bouzonville 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations)
- Route de Bouzonville 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010008113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC ENERGIES OPERATION (ex-INOVA OPERATIONS) est délégataire du service public de gestion des équipements de traitement et de valorisation des déchets du syndicat

Beauce Gatinais Valorisation (BGV). Elle exploite à ce titre l'usine d'incinération des ordures ménagères de Pithiviers, constituée de 2 lignes d'incinération. Des travaux d'amélioration du système de traitement des fumées ont été réalisés en 2021 pour intégrer notamment un système de traitement des oxydes d'azote SCR.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- IED-MTD

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	Prévention des risques - principes directeurs - centrales détection	Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	/	Sans objet
2	Surveillance en continu du	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	mercure dans les effluents gazeux	Annexe 2.2.2.a		
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	/	Sans objet
7	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	/	Sans objet
8	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	/	Sans objet
9	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	/	Sans objet
10	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	/	Sans objet
11	Valeurs limites d'émissions dans l'air - Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 2.6.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
12	Valeurs limites d'émissions dans l'air - NC2* VI 07/04/2021	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 5.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
13	Assurance	Arrêté Ministériel du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Qualité des AMS – QAL1	20/09/2002, article 27		
14	Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO2, NOx, NH3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Susceptible de suites	Sans objet
15	Consignes générales d'intervention - NC9 VI 07/04/2021	Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.4.5	Susceptible de suites	Sans objet
17	Assurance Qualité des AMS – QAL3 - Remarque 1 VI 07/04/2021	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
18	Assurance Qualité des AMS – QAL2 - NC1* VI 07/04/2021	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ; b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ; 2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique

<p>3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ;</li> <li>- plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ;</li> <li>- des déchets municipaux en mélange sont incinérés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'UVE est classée au titre des ICPE notamment sous la rubrique 3520a à raison de 2 * 4 t/h maximum (cf. article 3 de l'APC du 15/02/2023). Les prescriptions de l'arrêté du 12/01/2021 sont donc bien applicables.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La mesure en continu du mercure a été mise en place en septembre /octobre 2023 selon l'exploitant. Ces mesures sont reprises dans les rapports d'autosurveillance transmis à l'administration. L'exploitant précise que les valeurs reportées dans les rapports mensuels de janvier à mars 2024 sont des valeurs provisoires mais que depuis avril, ces valeurs sont certifiées par la société SICK. L'exploitant a présenté un courrier de la société SICK daté du 31 janvier 2024 qui faisait état de difficulté avec le logiciel MEAC300 pour l'édition des rapports d'émission "FNADE V4" destinés aux autorités. Le rapport du premier semestre 2024 est lui basé sur les valeurs certifiées. Vu en salle des commandes la mesure en continu du mercure : valeurs mesurées à 21,86 microg/Nm<sup>3</sup>.</li> <li>• Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu est comptabilisé et reporté dans les fichiers mensuels : à fin mars, sont recensées 4h30 (ligne 1) et 4h30 (ligne</li> </ul>

2) de temps d'indisponibilité en cumulé pour l'année 2024 (cf. fichier nommé "Analyse mensuelle en continu des rejets gazeux ligne 1 03 REOT" et "Analyse mensuelle en continu des rejets gazeux ligne 2 03 REOT").

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

**Prescription contrôlée :**

PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

**Constats :**

- La surveillance des PBDD/PBDF est obligatoire pour les installations d'incinération d'ordures ménagères car ils sont dans l'impossibilité de démontrer l'absence de déchets bromés. Ces composés ont été mesurés dans les effluents gazeux lors des mesures ponctuelles de janvier (prélèvement du 17/01/2024, rapport GINGER LECES RC45474 pour la ligne 1 et RC45475 pour la ligne 2). Les prochaines analyses sont programmées en juillet 2024.
- PCB de type dioxines : les analyses sont faites sur les cartouches de prélèvement en semi-continu en même temps que les analyses dioxine classiques. Le rapport RC45293 de GINGER Leces fait état des analyses faites de PCB « type dioxine » sur cartouches (prélèvement du 04/01/2024 au 01/02/2024 sur la ligne 1 et 2), le rapport RC45533 celles sur le prélèvement du 01/02/2024 au 27/02/2024) et le rapport RC 45822 celles sur le prélèvement du 27/02/2024 au 25/03/2024).

**Pas d'écart constaté. Les fréquences de surveillance sont respectées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
<b>Constats :</b>  Concernant les mesures de polluants à réaliser dans les conditions d'exploitation autres que normales, en particulier pour les polluants mesurés en continu, l'inspection a pu constater que : <ul style="list-style-type: none"><li>• Ligne 1 : le 10/01/2024 à 10h30 aucune valeur en moyenne demi-heure en NOC (conditions normales) n'est retenue dans le "tableau de suivi journalier des émissions atmosphériques en continu en mode NOC" alors qu'une valeur est retenue pour les mesures en moyenne demi-heure en R-EOT (incluant les conditions NOC et OTNOC). Le compteur OTNOC a bien été incrémenté le 10/01/2024 avec 7h24 de OTNOC comptabilisées en plus ;</li><li>• Ligne 2 : même constat le 09/03/2024 pour la ligne 2.</li></ul> L'inspection constate ainsi par sondage que les mesures de polluants en continu sont bien réalisées en conditions OTNOC.  Concernant les émissions au démarrage et à l'arrêt de l'installation lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, la campagne de mesurage est programmée lors du prochain arrêt du four planifié en avril 2025.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du



temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

[...]

#### Constats :

##### Plan de gestion des OTNOC :

L'exploitant a transmis à l'inspection le document intitulé "note explicative pour la mise en place de la gestion des OTNOC", document PAPREC daté du 23/01/24 :

- Ce document liste bien les risques OTNOC en prenant comme référence la liste établie à l'annexe 12 du guide FNADE V4. L'annexe 4 « vues de conduite OTNOC » du plan de gestion présente une visualisation de la liste des 24 OTNOC intégrée à la conduite du site : à noter que 23 OTNOC sont détectées automatiquement par le système de contrôle de l'installation ; la dernière (n°24) peut être déclenchée par l'opérateur de quart. A la demande de l'inspection, l'exploitant précise que la OTNOC n°24 a pu être déclenchée par l'opérateur lors de dépassement de VLE sans défaillance technique d'équipement identifiée par le système de contrôle ou l'opérateur ;
- La mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC est prévue au travers du tableau de suivi mentionné à l'article 4.3 du plan de gestion des OTNOC de PAPREC (tableau avec un recensement des jours, heures, durées, OTNOC auto ou OTNOC non auto, dépassement O/N). Par contre, l'utilisation de ce tableau n'est pas à ce jour effective. Le suivi est informatisé des OTNOC n°1 à 23 mais les informations ne sont pas à ce jour reportées dans le tableau de suivi et les informations concernant la OTNOC n°24 sont renseignées dans un cahier en salle de quart (cahier vu par l'inspection).
- L'examen et la mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique est prévue : selon le plan de gestion des OTNOC de PAPREC au § 4.3 : « la liste des OTNOC doit être réexaminée annuellement » [...] « A l'issue de la revue et pour enregistrement, la table des situations d'OTNOC sera mise à jour [...] ». Cet examen et mise à jour est programmée l'année prochaine après un an de suivi des OTNOC.

##### Compteur OTNOC :

Le compteur mis en place ("compteur H1") comptabilise pour la ligne 1 à fin mars : 31h45 de OTNOC (cf. tableau de suivi mensuel des émissions atmosphériques en continu en mode NOC - Four n°1) et pour la ligne 2 à fin mars : 31h47 (cf. tableau de suivi mensuel des émissions atmosphériques en continu en mode NOC - Four n°2).

**Constat : La mise en oeuvre de la OTNOC n°24 doit être fondée sur des conditions autres que normales (défaillance...) et non pas uniquement sur un dépassement de VLE qui ne constitue pas en soi une justification de condition OTNOC.**

L'exploitant a transmis à l'inspection une copie de la demande faite le 03/06/2024 à la société POUCHAIN concernant les conditions d'activation de la condition OTNOC non-automatique

(OTNOC n°24). L'exploitant devra justifier de la bonne utilisation de la condition OTNOC n°24.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...] l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li> <li>- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li> <li>- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <u>Concernant la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC :</u> le tableau de suivi des OTNOC prévu dans le plan de gestion des OTNOC de PAPREC (cf. point de contrôle précédent) permettra de suivre les périodes OTNOC (avec un recensement des jours, heures, durées, OTNOC auto ou OTNOC non auto, dépassement O/N).  Par contre, l'utilisation de ce tableau n'est pas à ce jour effective. Le suivi est informatisé des OTNOC n°1 à 23 mais les informations ne sont pas à ce jour reportées dans le tableau de suivi et les informations concernant la OTNOC n°24 sont renseignées dans un cahier en salle de quart (cahier vu par l'inspection). Les informations doivent être ainsi informatisées, centralisées ; le tableau de suivi mis en place et utilisé.  Ce fichier devra également permettre de suivre les niveaux d'émissions pendant ces périodes et permettre ainsi l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise). Selon l'exploitant, le tableau est en cours de mise en place et des demandes au prestataire de

PAPREC ont été formulées en ce sens : l'exploitant a ainsi transmis à l'inspection une copie de la demande faite le 03/06/2024 à la société POUCHAIN concernant l'automatisation du transfert d'informations vers le fichier excel de suivi des OTNOC.

**Etablissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques :**

Vu l'historique des difficultés rencontrées aux les broyeurs BICAR, ces équipements peuvent être considérés comme des équipements critiques. L'exploitant explique que les broyeurs font l'objet de maintenance préventive tous les 15 jours. Une réunion d'exploitation a lieu tous les matins et aborde les travaux de maintenance (vu le planning de maintenance, le fichier "anomalies" et le cahier de suivi de la maintenance). A titre d'exemple, le compte-rendu de réunion d'exploitation du 07/03/2024 mentionne le nettoyage du broyeur à effectuer.

D'une manière générale, l'exploitant mentionne le plan de maintenance gros entretien renouvellement opérationnel et le système MAO en cours de mise en place à court terme (d'ici quelques mois).

De plus, l'exploitant mentionne les rondes organisées deux fois par quart pour identifier des bruits anormaux notamment.

**Le tableau de suivi des OTNOC prévu par le plan de gestion des OTNOC de PAPREC n'est pas à ce jour mis en oeuvre. Il devra également permettre l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

**Constats :**

- Mesures en continu : les fichiers intitulés « tableau de suivi mensuel des émissions atmosphériques en continu en mode NOC » de janvier, février, mars 2024 ont été

consultés par l'inspection. Les VLE NOC en moyenne journalière sont respectées pour les paramètres suivant poussière, HCl, SO<sub>2</sub>, COT, NO<sub>x</sub>, NH<sub>3</sub>, Hg pour les lignes 1 et 2 sur les mois de janvier à mars 2024.

- Mesures en semi-continu : les rapports GINGER Leces de janvier, février mars 2024 mentionnent le respect des VLE dioxines et furannes de 0,08 ng I-TEQ/m<sup>3</sup> pour les 2 lignes.
- Mesures ponctuelles : le rapport RC45474 GINGER Leces (intervention en date du 17/01/24 sur la L1) et RC45475 (intervention en date du 16/01/24 pour la ligne 2) mentionne les mesures réalisées dans les émissions atmosphériques suivantes qui respectent pour les 2 lignes les VLE NOC, à savoir : Cd+Tl < 0,02 mg/Nm<sup>3</sup> ; Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V < 0,3 mg/Nm<sup>3</sup> et HF < 1 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Pas d'écart constaté.**

A la demande de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à ce que le respect des VLE NOC soit intégré dans les rapports mensuels et trimestriels établis pour la DREAL.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.

**Constats :**

Les eaux industrielles sont recyclées en interne dans l'installation. [...] En cas de trop plein ces eaux sont rejetées en station d'épuration (cf. AP du 24/04/20227 article 6.3.5.1..

L'exploitant précise qu'il n'y a sur ce site pas de rejet d'eaux résiduaires (pas de trop plein).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le

<p>transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a édité la fiche établissement TRACKDECHET du site depuis le portail mon AIOT pour l'année 2023 (n°SIRET 50945421100020) : 43,72 t de déchets dangereux produits ont été déclarés via des bordereaux TRACKDECHET sous les codes 19 01 13* et 13 05 07*.</p> <p>L'utilisation de TRACKDECHET par l'exploitant est effective en 2023.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations</p>

au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

**Constats :**

Via l'accès dédié à l'administration au RNDTS, l'inspection a pu visualiser les déclarations de l'exploitant au RNDTS au titre de l'année 2023 sous le n°SIRET 50945421100020.

Le versement des données 2023 (rattrapage de l'historique des déclarations) a été réalisé le 23/05/2024 pour le registre des déchets entrants et le 31/05/2024 pour le registre des déchets sortants.

**Pas d'écart constaté. L'utilisation du RNDTS est effective.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Valeurs limites d'émissions dans l'air - Transmission des résultats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 2.6.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans l'air - Suite APMD

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 27/08/2023

**Prescription contrôlée :**

Les résultats des analyses demandées aux chapitres 2.4, Titre 3, article 2.5.2 et article 2.5.3 du présent arrêté accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspection des installations classées selon une fréquence trimestrielle en ce qui concerne [...] les mesures en continu [...] demandées à l'article 2.5.2 [...]. Les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mise en œuvre ou envisagées.

**Constats :**

Observations du 12/07/2022 : Consultation des bilans mensuels des rejets atmosphériques de l'année 2021, du tableau de synthèse des dépassements des VLE 30 min et du fichier intitulé "détail des dépassements 2021". Ces éléments rendent compte des dépassements des différentes VLE, et les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Cependant, il manque les éléments suivants :

- durée en continu et valeur des dépassements des VLE 30 min à chaque évènement,

- nombre de dépassement des VLE flux jour pour chaque paramètre.

Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : L'exploitant s'engage à communiquer mensuellement les bilans des mesures en continu des rejets en y mentionnant les éléments demandés. Le message sera accompagné d'un commentaire d'alerte quand il aura lieu.

Observations du 18/04/2023 : Les résultats des mesures en continu ne sont pas envoyés mensuellement à l'inspection contrairement à son engagement. Les bilans mensuels font apparaître les nombres de dépassement des VLE flux jour pour chaque paramètre. Concernant les dépassements des VLE 30 min, la valeur de ces dépassements n'est pas mentionnée.

Constat du 18/04/2023 (C5) : L'exploitant doit compléter ses rapports de transmission des mesures en continu des rejets atmosphériques par les valeurs des dépassements des VLE 30 min à chaque évènement. Les résultats des mesures en continu ne sont pas envoyés mensuellement à l'inspection contrairement à son engagement.

Réponse de l'exploitant du 02/08/2023 : Les rapports ont été transmis aux dates suivantes pour le début de 2023 : le 07/03 pour les mois de Janvier et Février, le 12/04 pour les résultats de Mars, le 11/05 pour le mois d'Avril, le 19/06 pour le mois de Mai et le 13/07 pour le mois de Juin. Nous allons conserver cet envoi mensuel pour le suivi des dépassements VLE en veillant de préciser les causes des dépassements. De plus comme transmis pour le mois de Juin nous vous proposons un nouveau format de transmission et restons à votre disposition si besoin de compliments. Nous avons mis en place un tableau de suivi en Annexe 3 qui nous permet de suivre l'envoi mensuel de ces rapports.

Constat du 30/05/2024 : Sur la période de septembre à décembre 2023, ont été transmis par l'exploitant :

- le rapports trimestriel et les rapports mensuels "DREAL" des mesures en continu pour les 2 lignes avec le nombre de dépassement en VLE j, VLE flux j, VLE 1/2h, les valeurs mesurées associées et l'analyse des causes de dépassement ;
- les analyses mensuelles des cartouches dioxine et furane (mesure semi-continu) pour les 2 lignes (rapport Ginger Leces).

En conséquence, l'inspection considère que l'arrêté de mise en demeure du 13/09/2019 est respecté sur ce point.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Levée de mise en demeure

**N° 12** : Valeurs limites d'émissions dans l'air - NC2\* VI 07/04/2021

**Référence réglementaire** : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 5.2.2

**Thème(s)** : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans l'air - Suite APMD

**Point de contrôle déjà contrôlé** :

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 27/08/2023

**Prescription contrôlée** :

Voir tableau de l'article 5.2.2 de l'APC du 15/02/2023 précisant les VLE (valeur limite en moyenne

journalière, valeur limite en moyenne sur une demi-heure, flux limite jour) pour les poussières totales, COT, HCL, SO<sub>2</sub>, NO, et ammoniac.

#### Constats :

Rappel NC2\* VI 2021 : Les valeurs limites d'émission dans l'air (en moyennes journalières) ne sont pas respectées sur plusieurs paramètres (NO<sub>x</sub>, HCl et CO).

Art. 2 de l'APMD du 13/09/2019 point 2 : L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai d'un mois [...] les dispositions de l'article 2.6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2007 en respectant les valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques pour l'ensemble des paramètres.

Constat du 12/07/2022 : (C7) Dépassements des VLE jour et des VLE flux jour sur plusieurs paramètres (CO, HCl, NO<sub>x</sub>, COT, SO<sub>2</sub> et poussières) sur les lignes 1 et 2.

Les VLE sont désormais prescrites à l'article 5.2.2. de l'APC du 15/02/2023 (remplace VLE AP 20/04/2007).

Observation du 18/04/2023 : Le poste MEAC 300 et le dispositif d'aide à la conduite permettant la visualisation par le responsable de conduite des niveaux d'émission des rejets atmosphériques et de leur tendance en instantané ont été visualisés en salle de commande. Le détail des formations d'aide à la conduite de l'installation a été fourni. [...] Pas de dépassements VLE jour sur les 2 lignes entre août 2022 et mars 2023. Des dépassements des VLE flux jours en 2022 sont constatés (L1 : poussières, HCl, SO<sub>2</sub> et L2 : poussières, HCl). Pas de dépassements en 2023.

Les actions correctives suivantes ont été mises en place [...]

Constat du 18/04/2023 (C6) : Des dépassements des VLE flux jours en 2022 sont constatés (L1 : poussières, HCl, SO<sub>2</sub> et L2 : poussières, HCl).

Réponses de l'exploitant en date du 02/08/2023 : "Le programme d'action sur la programmation du broyeur vous est fourni en pièce jointe (Annexe 4), nous devons faire intervenir une entreprise extérieure spécialisées en automatisme, les actions de modifications seront finalisées en octobre 2023.

Observations du 30/05/2024 : sur les mois de février à mai 2023, d'après les "rapports trimestriels DREAL", aucun dépassement des VLE jours et des VLE flux journalier sur les lignes 1 et 2 n'a été constaté.

De plus, l'inspection a pu consulter le document transmis par l'exploitant intitulé "CVE de Pithiviers Optimisation du système de préparation du Bicarbonate" daté du 24/10/2023 qui fait état des modifications apportées sur la programmation du broyeur par PAPREC (intervention du 16 au 19 octobre 2023)".

NB : Le 29/03/2023, un dépassement VLE jour en poussière est reporté dans le rapport trimestriel ; celui-ci est lié à des données éronnées transmises par l'analyseur (vu le courrier explicatif de la société SICK en date du 30/03/2023 adressé à l'exploitant). Ce dépassement n'est ainsi pas à considérer.

#### **Pas d'écart constaté.**

En conséquence, l'inspection considère que l'arrêté de mise en demeure du 13/09/2019 est respecté sur ce point.

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Levée de mise en demeure



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Observations du 12/07/2022 :</u> [...] Les analyseurs FWE 101 et EUROFID ne disposent pas de certificat QAL1. Pour ces analyseurs, les étendues de mesure certifiée ne sont pas connues pour les paramètres poussières et COVT.</p> <p>L'analyseur MCS 100 E HW ne mesure que le NO et aucun convertisseur de NO2 en NO n'est présent en amont de l'analyseur. La teneur en NOx est donc minorée. Son certificat QAL1 ne précise pas la plage de mesure des paramètres mesurés.</p> <p><u>Constat du 12/07/2022 :</u> Le QAL1 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur pour l'ensemble des analyseurs.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 :</u> Suite à la publication de la norme NF EN 14481 relative aux essais QAL1, QAL2, AST un guide d'application a été édité par l'Afnor pour tenir compte des analyseurs déjà installés et ne disposant pas de certificat QAL1 : FD X 43-132 - 7 Juillet 2017 - Émissions de sources fixes - Assurance qualité des systèmes de mesure automatique - Application des normes NF EN 14181, NF EN 13284-2 et NF E 14884 - 4.1 Généralités.</p> <p>Dans le cas particulier d'appareils déjà installés sur site et non certifiés conformément aux NF EN 15267-1, 2, 3 ou pour le mesurage de composants non évalués à ce jour, ou pour des AMS déjà installés et certifiés conformément aux NF 'EN 15267-1, 2, 3, mais où la VLE de l'installation ou l'exigence d'incertitude élargie ont été par la suite modifiées, l'étape QAL1 ne pouvant être validée, l'incertitude élargie sur les valeurs mesurées peut être toutefois considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 (test de variabilité) et QAL3 (possibilité d'ajuster l'appareil si une dérive est constatée) conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p><u>Observations du 18/04/2023 :</u> Aucune réponse de l'exploitant sur la mesure du NO et du NO2 concernant la mesure des NOx. Lorsqu'il n'y a pas de spécification dans les mesures des NOx deux options sont possibles : présence d'un convertisseur de NO2 ou prise en compte d'un coefficient correcteur.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier l'absence de dispositif de conversion, puis de présenter et d'expliquer la nature du coefficient correcteur adopté.</p> <p><u>Constat du 18/04/2023 :</u> Le certificat QAL1 de l'analyseur 1 (MCS 100 E HW) ne couvre pas chacun des polluants mesurés en continu. Il ne mesure que le NO et non le NO2, et aucun convertisseur de NO2 en NO n'est présent en amont de l'analyseur. La teneur en NOx est donc minorée.</p>

Réponse de l'exploitant en date du 02/08/2023 : Nous confirmons l'absence d'un convertisseur de NO2. Après consultation de la société SICK, il apparaît que le NO est mesuré. Concernant le composé Nox, il est calculé en utilisant le NO multiplié par le facteur de conversion NO vers NO2 =1,53. Ce qui nous donne des Nox Equivalent NO2. La valeur de NOx n'est donc pas minorée.

Observations du 30/05/2024 : L'exploitant a transmis à l'inspection le courrier de la société SICK en date du 05/06/2024 qui mentionne que l'analyseur MCS100E mesure actuellement la mesure de Nox en équivalent NO2 en utilisant la formule suivante [...]  $1.53 * NO = NOx$ .

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 :** Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO2, NOx, NH3

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO2, NOx, NH3

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :

- poussières totales ;
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;
- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;
- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés.

La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure

d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.

**Constats :**

Observations du 12/07/2022 : D'après la visite en salle de contrôle et les bilans mensuels des émissions, les paramètres poussières totales, COT, HCl, SO<sub>2</sub>, NO et NH<sub>3</sub> font l'objet d'un suivi en

<p>continu via 3 analyseurs sur chacune des lignes 1 et 2, et 3 analyseurs redondant, qui commutent sur chaque ligne en cas de besoin (voir canevas en annexe).</p> <p>Cependant, les analyseurs installés ne mesurent que le NO, et pas le NO<sub>2</sub>. Les NOx étant la somme des NO et NO<sub>2</sub>, la teneur en NOx mesurée par l'exploitant est minorée.</p> <p><u>Constats du 12/07/2022 : (C1)</u> L'exploitant ne réalise pas la mesure en continu des oxydes d'azote (NOx), mais uniquement du monoxyde d'azote (NO).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 :</u> Selon la norme NF EN 14792, les QAL2 valent les NOx sur les valeurs NO+NO<sub>2</sub>. Le facteur d'étalonnage tient compte de la proportion de chacun de ces éléments. Il est admis que la proportion de NO<sub>2</sub> est minoritaire sur les usines incinérant des ordures ménagères.</p> <p><u>Observations du 18/04/2023 :</u> L'exploitant explique que sa réponse émane des constructeurs des analyseurs.</p> <p>Lorsqu'il n'y a pas de spécification dans les mesures des NOx, deux options sont possibles : présence d'un convertisseur de NO<sub>2</sub> ou prise en compte d'un coefficient correcteur. En l'occurrence, il est demandé de justifier l'absence de dispositif de conversion, puis de présenter et d'expliquer la nature du coefficient correcteur adopté. Il s'agit d'expliquer dans le détail le passage de NO à NOx. Le constat est maintenu.</p> <p><u>Constat du 18/04/2023 (C4) :</u> L'exploitant ne réalise pas la mesure en continu des oxydes d'azote (NOx), mais uniquement du monoxyde d'azote (NO).</p> <p><u>Réponse de l'exploitant en date du 02/08/2023 :</u> Cf notre réponse au constat.</p> <p>L'exploitant fait référence à la réponse formulées pour le point de contrôle précédent.</p> <p><u>Observations du 30/05/2024 :</u> L'exploitant a transmis à l'inspection le courrier de la société SICK en date du 05/06/2024 qui mentionne que l'analyseur MCS100E mesure actuellement la mesure de Nox en équivalent NO<sub>2</sub> en utilisant la formule suivante [...] <math>1.53 * NO = NOx</math>.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Consignes générales d'intervention - NC9 VI 07/04/2021**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.4.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. Ces consignes sont affichées à plusieurs endroits sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 12/07/2022 :</u></p> <p>Rappel VI 2021 : Non-conformité 9 : Les consignes générales d'intervention ne sont pas affichées</p>

en salle de quart.

Le jour de la visite, l'inspection constate que les consignes générales d'intervention ne sont pas affichées en salle de quart, mais que le personnel présent sait où elles se situent.

L'exploitant doit démontrer à l'inspection que les consignes de sécurité ont été mises à jour suite aux travaux de modification des équipements de protection contre l'incendie.

Constat du 12/07/2022 - (C10) : Le jour de la visite, les consignes générales d'intervention sont disponibles en salle de quart, mais ne sont pas affichées.

L'exploitant doit démontrer à l'inspection que les consignes de sécurité ont été mises à jour suite aux travaux de modification des équipements de protection contre l'incendie.

Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Les reports d'alarmes et tout ce qui a trait au SSI via un système dit "miroir" sont en voie d'être tous ramenés en salle de commande, à la vue et sous la surveillance des équipes de quart. Les consignes sont connues, l'ordonnancement des lieux définira le point le plus propice à l'affichage.

Observations du 18/04/2023 : L'affichage des consignes n'a pas été contrôlé en salle de quart. Ces consignes sont à fournir afin de vérifier la prise en compte dans ces dernières des modifications du site (Vérification visuelle de la mise en place des équipements suivants lors des travaux de 2021 (décrits dans le porter à connaissance du 23 avril 2021) : - deuxième canon sur la fosse à déchets, commandé à distance depuis la salle de contrôle - connexion de la protection de la vitre pontier sur le réseau incendie - installation d'une réserve d'eau incendie connectée à un groupe motopompe indépendant - installation d'une détection de flamme sur les brûleurs - installation d'une caméra thermique sur la fosse à déchets.

Le rapport DESAUTEL "projet protection incendie" de 2019 décrit seulement les installations projetées et leur fonctionnement.

Constat du 18/04/2023 (C7) : L'exploitant doit démontrer à l'inspection que les consignes de sécurité ont été mises à jour suite aux travaux de modification des équipements de protection contre l'incendie.

Réponse de l'exploitant du 02/08/2023 : Ci-joint la photo de l'affichage des consignes en salle de commande (Annexe 5a et 5b). De plus, les consignes « MO 260 027 Conduite à tenir en cas d'incendie » sont en cours de refonte à l'aide du document DESAUTEL fourni précédemment. Nous vous les transmettrons ultérieurement.

Observations du 30/05/2024 :

Les consignes ont été vues en salle de quart. De plus, le mode opératoire « MO 260 027 Conduite à tenir en cas d'incendie » a été mis à jour (version 1 validée le 09/01/2024) (document présenté par l'exploitant).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 :** Prévention des risques - principes directeurs - centrales détection

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Centrales détection

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

**Constats :**

Constats VI 2023 (C8): Les centrales de détection indiquent des défauts.

Réponse de l'exploitant en date du 02/08/2023 : Les défauts ont été résolus, voir photo de la centrale incendie n'indiquant plus de défaut, donc avec aucun voyant d'alarme rouge (Annexe 6).

Observations du 30/05/2024 :

A la demande de l'exploitant, pour justifier du bon entretien des équipements, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- le bon d'intervention de PROMAT SECURITE (n°5005466839) édité le 04/10/2022 pour la vérification semestrielle programmée le 21/11/2023 (page n°1 d'un document de 3 pages) ; la vérification concerne les équipements suivants : "- 2 CANONS- 2 TREMIES PAR LANCES MF- 4 LOCAUX TRANSFO PAR SYSTEME A PREACTION- GTA PAR SYSTEME DELUGE ET DETECTEUR DE FLAMME- VITRE PONTIER- RESEAU D'EAU 482M3 TYPE APSAD- LOCAL GROUPE DIESEL 200M3/H ET POMPE JOCKEY MOVITE 3KW- REPORT D'ALARME VERS DEA EN SDC- NOURRICE INCENDIE T COMPRESSEUR D'AIR)" ;
- le bon d'intervention de PROMAT SECURITE n°5006198116 édité le 16/11/2023 pour la VERIFICATION ANNUELLE CAMERA ;
- le compte-rendu signé de l'intervention en date du 21/11/2023 (il s'agit d'une page sans logo ni mention de l'entreprise intervenante mais signée du nom du technicien intervenant).

Le compte rendu d'intervention du 21/01/2023 mentionne les constats suivants : "Caméra : Câble HDMI reliant NVR à l'écran HS. Prévoir la d'un pupitre de commande de Caméra. Déverrouillage Caméra à faire car impossible de contrôler les paramètres (seuil alarme etc). Firedos vidange à prévoir ainsi que le remplacement de la vanne 3 voies et manomètre. Système de contrepression non plomber. Fixation du canon 2 à revoir."

**Constat : les équipements de protection contre les incendies sont à remettre en état.**

Une remise en état des équipements de protection contre les incendies est à prévoir ou des justificatifs d'intervention sont à envoyer à l'inspection en lien avec les constats formulés lors de l'intervention de PROMAT SECURITE du 16/11/2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 17 : Assurance Qualité des AMS – QAL3 - Remarque 1 VI 07/04/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 12/07/2022 :</u> Rappel VI 2021 Remarque 1 : La norme NF 14181 relative aux procédures qui doivent être mises en place pour établir les niveaux d'assurance qualité (QAL) des systèmes automatique de mesure, prévoit une procédure QAL3 pour maintenir et démontrer la qualité des résultats des mesures au cours du fonctionnement normal de l'instrument de mesure. Cette procédure doit être mise en place par l'exploitant au plus tard le 1er juillet 2021. Voir canevas en annexe 3 du rapport du 28/07/2022.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3. L'exploitant ne dispose pas de carte de contrôle au zéro. L'exploitant indique ne pas réaliser de QAL3 pour les analyseurs de poussières.</p> <p>L'exploitant justifiera que l'injection des gaz étalon respecte les dispositions du Guide NF X 43-132 sur les temps de réponse.</p> <p><u>Constat du 12/07/2022 :</u> (C5) Le QAL3 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 :</u> La procédure précisant la manière d'effectuer le QAL 3 est rédigée, cependant cette opération étant sous-traitée à l'entreprise qui effectue la maintenance, elle doit être validée par cette dernière ; de même que doit être revue la carte de contrôle servant actuellement. Les temps de réponse à l'injection des gaz étalon est à l'ordre du jour de cette revue. Concernant les QAL 3 des analyseurs de poussières la question est ouverte sur les meilleures techniques de réalisation de ces tests.</p> <p><u>Observations du 18/04/2023 :</u> La procédure QAL3 de SECAUTO a été fournie. Le QAL3 est sous-traité et réalisé mensuellement. Les cartes de contrôles n'ont pas été transmises parce que l'exploitant n'a pas le logiciel pour ouvrir les données des cartes de contrôle. Pour autant, les</p>

cartes de contrôle au zéro sont à fournir.

Pour le QAL3 des analyseurs de poussières, il peut être utilisé une lentille opacifiée dans la cheminée.

Les temps d'injection des gaz étalons ne sont pas précisés dans la procédure QAL3 fournie.

Le constat est maintenu.

Constat du 18/04/2023 (C3) : Le QAL3 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.

Réponse de l'exploitant en date du 02/08/2023 :

Les cartes de contrôle au zéro demandées sont fournies en PJ (Annexes 2a, 2b et 2c).

La procédure QAL3 a été mise à jour par le prestataire SECAUTO pour y intégrer les temps d'injection du gaz étalon (Annexes 2d et 2e)

Observations en date du 30/05/2024 :

Les documents transmis ont été consultés par l'inspection :

- cartes de contrôle au zéro : Annexes 2a (QAL3 - L1) , 2b (QAL3 - L2) et 2c (QAL3 - REDONDANT) ;
- procédure QAL3 mis à journalier (annexe 2d) ;
- déclaration et historique des étalons (annexe 2e).

**Au vu des documents transmis, l'inspection considère que ce constat est soldé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 18 : Assurance Qualité des AMS – QAL2 - NC1\* VI 07/04/2021

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.

Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

**Constats :**

Observations du 12/07/2022 : Rappel VI 2021 Remarque 1 : La norme NF 14181 relative aux

procédures qui doivent être mises en place pour établir les niveaux d'assurance qualité (QAL) des systèmes automatique de mesure, prévoit une procédure QAL3 pour maintenir et démontrer la qualité des résultats des mesures au cours du fonctionnement normal de l'instrument de mesure. Cette procédure doit être mise en place par l'exploitant au plus tard le 1er juillet 2021. Voir canevas en annexe 3 du rapport du 28/07/2022.

L'exploitant ne dispose pas de procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3.

L'exploitant ne dispose pas de carte de contrôle au zéro.

L'exploitant indique ne pas réaliser de QAL3 pour les analyseurs de poussières.

L'exploitant justifiera que l'injection des gaz étalon respecte les dispositions du Guide NF X 43-132 sur les temps de réponse.

Constat du 12/07/2022 : (C5) Le QAL3 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.

Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : La procédure précisant la manière d'effectuer le QAL 3 est rédigée, cependant cette opération étant sous-traitée à l'entreprise qui effectue la maintenance, elle doit être validée par cette dernière ; de même que doit être revue la carte de contrôle servant actuellement. Les temps de réponse à l'injection des gaz étalon est à l'ordre du jour de cette revue. Concernant les QAL 3 des analyseurs de poussières la question est ouverte sur les meilleures techniques de réalisation de ces tests.

Observations du 18/04/2023 : La procédure QAL3 de SECAUTO a été fournie. Le QAL3 est sous-traité et réalisé mensuellement. Les cartes de contrôles n'ont pas été transmises parce que l'exploitant n'a pas le logiciel pour ouvrir les données des cartes de contrôle. Pour autant, les cartes de contrôle au zéro sont à fournir.

Pour le QAL3 des analyseurs de poussières, il peut être utilisé une lentille opacifiée dans la cheminée.

Les temps d'injection des gaz étalons ne sont pas précisés dans la procédure QAL3 fournie.

Le constat est maintenu.

Constat du 18/04/2023 (C3) : Le QAL3 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.

Réponse de l'exploitant en date du 02/08/2023 :

Les cartes de contrôle au zéro demandées sont fournies en PJ (Annexes 2a, 2b et 2c).

La procédure QAL3 a été mise à jour par le prestataire SECAUTO pour y intégrer les temps d'injection du gaz étalon (Annexes 2d et 2<sup>e</sup>)

Observations en date du 30/05/2024 :

Les documents transmis ont été consultés par l'inspection :

- cartes de contrôle au zéro : Annexes 2a (QAL3 - L1) , 2b (QAL3 - L2) et 2c (QAL3 - REDONDANT) ;
- procédure QAL3 mis à journalier (annexe 2d) ;
- déclaration et historique des étalons (annexe 2e).

**Au vu des documents transmis, l'inspection considère que ce constat est soldé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite